

Convention collective départementale

IDCC : 923. – **MÉTALLURGIE
DE LA CHARENTE-MARITIME**
(27 décembre 1976)

(Etendue par arrêté du 20 janvier 1979,
Journal officiel du 18 mars 1979)

■ *Journal officiel* du 26 avril 2008

**Arrêté du 18 avril 2008 modifiant l'arrêté du 25 mars 2008 portant
extension d'un avenant à la convention collective de la métal-
lurgie de la Charente-Maritime (n° 923)**

NOR : MTST0810012A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la
solidarité,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 133-1 et suivants ;

Vu l'arrêté du 25 mars 2008 portant extension d'un avenant relatif aux
rémunérations annuelles effectives garanties et aux rémunérations minimales
hiérarchiques (barèmes annexés) à la convention collective susvisée,

Arrête :

Article 1^{er}

L'arrêté du 25 mars 2008 susvisé est modifié comme suit :

1. Le troisième visa est modifié comme suit :

« Vu l'avenant du 19 décembre 2007 relatif aux rémunérations annuelles
effectives garanties et aux rémunérations minimales hiérarchiques (barèmes
annexés) à la convention collective susvisée » ;

2. L'article 1^{er} est modifié comme suit :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés
compris dans le champ d'application de la convention collective de la métal-
lurgie de la Charente-Maritime du 27 décembre 1976, tel qu'étendu par

arrêté du 20 janvier 1979 et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de l'avenant du 19 décembre 2007 relatif aux rémunérations annuelles effectives garanties et aux rémunérations minimales hiérarchiques (barèmes annexés) à la convention collective susvisée sous réserve de l'application des dispositions de L. 132-12-3 du code du travail. »

Article 2

Le présent arrêté modificatif prend effet à dater de sa publication pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 avril 2008.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général du travail,

J.-D. COMBREXELLE

Nota. – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2007/47, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,80 €.